



La police doit encore élucider beaucoup de choses. AFP/Sébastien Bazon

L'arme était à son frère

TUERIE La police interpelle le frère du tireur de Menznau, à qui appartenait l'arme utilisée.

Ce frère, âgé de 43 ans et domicilié dans le canton d'Obwald, a été interpellé car c'est à lui qu'appartient le pistolet utilisé mercredi dans la fusillade qui s'est déroulée dans la fabrique Kronospan à Menznau (LU). L'homme a été relâché hier.

Le pistolet, un Sphinx modèle AT 380, était inscrit au registre des armes. Les autorités cherchent à comprendre comment l'arme est passée d'un frère à l'autre. Le déroulement exact des événements n'est toujours pas clairement établi.

Selon les autorités, le tireur a visé plusieurs collègues de travail. Deux victimes sont décédées sur place et une troisième à l'hôpital. Six autres ont été blessées. Lorsque la police est arrivée sur les lieux du drame, le tireur aussi était mort, d'une blessure par balle. L'enquête doit en établir les circonstances.

L'entreprise a repris le travail partiellement vendredi. **ATS**

La droite retourne sa veste et adore soudain le Gripen

AVION DE COMBAT Ils ont hurlé, ils ont menacé et maintenant, ils se rangent derrière le Gripen. Les parlementaires de droite sont prêts à accepter cet achat... les yeux fermés!

Magalie Goumaz
magalie.goumaz@lematindimanche.ch

Cet automne encore, ce Gripen-là avait tous les défauts: pas assez performant et financièrement trop risqué, sans parler des critiques sur le contrat conclu avec les Suédois et les attentes déçues concernant les commandes compensatoires passées avec les entreprises suisses. Mais ce mardi à Berne, le Conseil des Etats approuvera très probablement la création d'un fonds spécial de 3,1 milliards de francs, tous les partis de droite se rangeant derrière cet achat.

«Je me suis abstenu lors du vote de mon groupe parlementaire, la semaine dernière», avoue cependant l'UDC Thomas Hurter, pilote lui-même et président de la sous-commission qui a été chargée d'enquêter sur la procédure d'évaluation du Gripen et le choix fait par le Conseil fédéral. Et le conseiller national se dit étonné du revirement de la droite. «Je peux comprendre l'UDC car il s'agit aussi de défendre notre conseiller fédéral, Ueli Maurer. Mais pour le PDC et le PLR, j'ai surtout l'impression qu'ils ont peur. Peur que la Suisse n'ait pas de nouveaux avions du tout. Et peur de passer pour des antimilitaristes. Car il n'y a aucun nouvel élément qui plaiderait soudain pour le Gripen depuis la publication de notre rapport.»



L'acquisition du Gripen sera moins facile au National qu'aux Etats. Reuters/Michael Buholzer

Les membres de la commission de la politique de sécurité du Conseil des Etats ont eu dix minutes pour absorber le contrat de 60 pages passé avec la Suède, rédigé en anglais, avant de se prononcer la semaine dernière. «Ils ne l'ont pas regardé», craint Thomas Hurter. La socialiste vaudoise Géraldine Savary, membre de ladite commission, rappelle aussi l'invitation à voir décoller le Gripen. «On y est allé mais on n'a rien vu car l'avion n'a pas décollé en raison du brouillard!» Pour elle, «la droite s'est rendu compte qu'il n'y aurait pas d'autres choix que le Gripen et que mieux valait s'aligner!»

C'est un contrat d'Etat à Etat
Président du PDC, Christophe Darbellay ne dément pas. Mais il rappelle que les partis bourgeois ont rencontré Ueli Maurer en décembre dernier. «La réunion a duré plus de trois heures. Nous avons abordé les questions techniques

et financières, parlé des délais et des garanties. Nous avons obtenu une réponse à toutes nos questions», dit-il. «On n'a plus de raison de s'opposer à cet achat, poursuit le sénateur PDC valaisan Jean-René Fournier. Au départ, le dossier était très faible. Mais on est passé d'un contrat entre ArmaSuisse et son équivalent suédois à un contrat d'Etat à Etat. C'est une garantie. De plus, l'administration a répondu à toutes nos questions sur les performances de l'avion. Enfin, il y a certes des faiblesses au niveau des commandes compensatoires, mais on peut admettre qu'elles vont suivre et nous y veillerons!» Pour le sénateur, la sous-commission de Thomas Hurter a abattu un «travail gigantesque, qui a fait avancer les choses».

Mais les opposants ne sont pas dupes. PDC, UDC, PLR ont utilisé une fenêtre de tir. Ils ont ferrailé au départ dans l'espoir que, sous la pression, le Conseil fédéral fasse un autre choix que

le Gripen, surtout en faveur du Rafale. Maintenant, ils se rendent compte que l'achat est en danger et que mieux vaut se montrer unis face aux citoyens, puisque le référendum est d'ores et déjà annoncé. C'est ce que pense l'écologiste Luc Recordon: «La droite a fait son buzz un moment. Pour ma part, je n'ai jamais cru qu'elle maintiendrait son opposition.»

Le PDC Luc Barthassat, qui reste sceptique malgré le mot d'ordre de son parti, se demande pour sa part si tout ce petit monde ne se tient pas par la barbichette. «On soutient le Gripen et en échange, vous laissez Doris Leuthard tranquille!» analyse-t-il. Et le socialiste Eric Voruz de poursuivre: «Le changement d'attitude de la droite m'interpelle. A-t-on négocié en coulisse un soutien au Gripen contre un soutien aux projets ferroviaires?»

Mais rien n'est joué au Parlement, car si les sénateurs soutiennent le Gripen, les conseillers nationaux n'ont pas dit leurs derniers mots. Notamment au sein du PLR. On se souvient que le président Philipp Müller avait posé plusieurs conditions à son approbation. La semaine dernière, il semblait lui aussi avoir baissé la garde puisque son groupe parlementaire a annoncé son soutien au Gripen. Pas si vite, dit aujourd'hui Philipp Müller. «J'aurais souhaité que notre groupe ne se prononce pas aussi rapidement, explique-t-il. Mais les sénateurs ont tenu à ce mot d'ordre avant de débattre mardi et ils sont convaincus que les conditions sont remplies. Au Conseil national, nous avons plus de temps pour vérifier si tel est bien le cas. La discussion sera rouverte s'il y a des doutes!» A vérifier... ●

Un Lausannois offre un morceau du Cervin à Kim Jong-un

CORÉE DU NORD Le cadeau de ce touriste romand a été reçu avec le plus grand sérieux à Pyongyang.

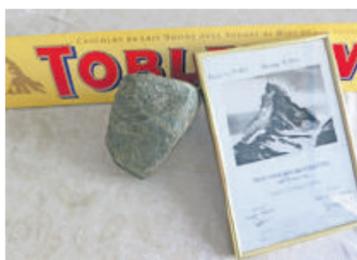
C'est l'histoire d'un mec qui débarque en Corée du Nord, en septembre dernier. A sa descente d'avion, Olivier Racine, conseiller en assurances lausannois aussi fantasque que spontané, brandit un caillou décroché au sommet du Cervin assorti d'un Toblerone géant. Deux cadeaux apportés tout spécialement pour le «leader suprême de la République populaire démocratique de Corée du Nord», Kim Jong-un, explique le touriste de 51 ans aux douaniers. Emoi et perplexité à l'aéroport de Pyongyang. Les objets sont pesés, mesurés, photographiés, auscultés, puis emmenés pour suivre leur chemin vers le leader suprême. «Mes interlocuteurs avaient l'air terrorisés. Ils m'ont posé 100 000 questions, toujours très poliment», raconte Olivier Racine.

Des fautes d'orthographe

C'est l'histoire d'un mec dont la lubie rencontre à la fois l'absurdité d'un régime stalinien et l'humanité sous un vernis hyperformaté. Faut-il refuser le cadeau au risque de froisser le visiteur? Un caillou et du chocolat, est-ce digne d'un leader? La réponse à ce dilemme prendra du temps. Après avoir confectionné une boîte en tek remplie de soie pour y déposer le morceau du Cervin qu'Olivier Racine est allé décrocher de ses mains l'été dernier, les responsables nord-coréens remarquent une



Le caillou a été décroché l'été dernier.



Il était accompagné d'un Toblerone géant.



Olivier Racine a reçu une décoration.



«J'espère que le leader trouvera ça drôle.»

faute d'orthographe sur la plaquette en laiton qui accompagne le présent.

De retour en Suisse après un séjour étroitement surveillé, comme le sont ceux de tous les visiteurs étrangers en Corée du Nord, le Vaudois est donc prié de renvoyer un exemplaire corrigé. Mais là, rebelote. Au lieu de graver la date à laquelle le cadeau a été offert, le touriste a inscrit celle de son ascension. Nouvelle plaquette, nouvel envoi. Puis, lors d'un échange d'e-mails digne d'un roman de science-fiction, le directeur des affaires extérieures du Ministère des affaires étrangères «suggère gentiment» à Olivier Racine de faire confectionner un présentoir pour que la plaquette puisse tenir verticalement.

«Ils peuvent aussi se marrer»

Dans un courriel au ton grandiloquent, le Suisse se dit «offensé» par ces demandes répétées. Téléphone, excuses, réconciliation. Aux dernières nouvelles, qui datent du 4 décembre, le cadeau a été transféré aux autorités locales du parti. «On m'a assuré que je recevrai une lettre de confirmation lorsque mon présent sera transmis à Kim Jong-un», précise Olivier Racine, qui voulait offrir au leader «un cadeau symbolisant une partie de sa vie» – le fils de Kim Jong-il a passé neuf ans en Suisse durant son enfance.

Décoré d'un pin's «très difficile à avoir» lors d'un cérémonial en remerciement de son présent, le conseiller en assurances ne cache pas sa fierté. Mais comment justifier ce geste envers un dictateur dont le régime procède à des

essais nucléaires, menace son voisin du sud de destruction et agrandit son goulag, pour ne citer que l'actualité de ce début d'année? «On ne focalise que sur le négatif. Moi, j'espère que Kim Jong-un fera un grand pas vers l'ouverture», répond le Vaudois, dont le but était de «montrer que les Coréens du Nord peuvent aussi se marrer». Dans des vidéos qu'il a postées sur son site olivierracine.ch, l'homme fait ainsi le pitre devant ses hôtes, qui finissent tous par pouffer, en se cachant pudiquement derrière une main. «C'est mon côté fou du roi. J'espère que Kim Jong-un aussi trouvera ça drôle.»

Habitué des médias, Olivier Racine a peaufiné son image d'aventurier loufoque au fil des années. Dernier exploit en date: le sauvetage avéré d'un célèbre alpiniste indien dans l'Himalaya en avril 2012. Mais pourquoi diable avoir choisi cette fois la Corée du Nord? «Les funérailles de Kim Jong-il, au cours desquelles même les pies pleuraient, étaient tellement hallucinantes à regarder que j'ai eu envie de partir», raconte celui qui a «tapé dans les mains de ses collègues en disant: je vais aller voir Kim Jong-un». A l'ambassade de Corée du Nord, à Berne, on affirme apprécier «la bonne volonté» de ce curieux touriste qui fait des courbettes devant le régime. Selon un collaborateur, qui évoque quelque 200 visas pour l'an dernier, les Suisses sont «de plus en plus nombreux» à débarquer à Pyongyang. Et d'ajouter: «Venez voir mon pays de vos propres yeux!»

Camille Krafft

DES LOUSTICS CHEZ LE DICTATEUR

PYONGYANG Même les dictateurs rient. C'est ce qu'on a pu constater cette semaine devant les images de Kim Jong-un se fendant la poire aux côtés de la star retraitée du basket Dennis Rodman, venu dans un but «diplomatique» rencontrer le leader suprême, qu'il considère comme son «ami». Une démarche très critiquée, tandis que 200 000 personnes meurent encore de faim et d'épuisement

dans des camps en Corée du Nord. En septembre dernier, en même temps qu'Olivier Racine, l'écrivain français Yann Moix a en outre séjourné dans le pays. Alors que les étrangers viennent d'être autorisés à utiliser Internet depuis leur smartphone, ces visites sont-elles un signe d'ouverture du régime? Mystère. Une chose est sûre: les loustics sont les bienvenus dans la République populaire démocratique. ●